Cahier de doléances du Tiers État de Buxeuil (Indre)

Cahier des plaintes, doléances et remontrances que font très humblement à nos seigneurs les États généraux de France les gens du Tiers état de la paroisse de Buxeuil, bailliage de Blois.

1° Se plaignent et remontent qu'ils sont surchargés d'impôts et qu'il n'est pas possible qu'ils en puissent payer davantage, puisqu'ils sont obligés pour la plupart de s'épuiser pour payer ceux qui existent.

2° Que, sans augmenter le principal de la taille, on a trouvé le moyen de surcharger le peuple en augmentant considérablement les accessoires qui, quoiqu'ils ne montassent pas, il y a trente ans, si haut que le principal, le surpassent maintenant de 3 sols pour livre.

3° Qu'il ne paraît pas juste que le Tiers état, et surtout les agriculteurs qui sont le plus surchargés, soient seuls astreints à cet impôt, tandis que les deux premiers Ordres de l'État, même ceux qui font valoir, en sont exempts. Ils ont des privilèges, dira-t-on. Mais y a-t-il des privilèges qui puissent dispenser de subvenir aux besoins de l'État ? Si la Noblesse a rendu de grands services à la monarchie, le Tiers état lui en a rendu et lui en rend tous les jours d'aussi signalés. En effet, sans le soldat, que feraient les généraux et officiers ? Sans le laboureur, l'artisan et le commerçant, l'État ne tomberait-il pas en ruine ? Quelles raisons peuvent alléguer des moines opulents pour se dispenser de venir au secours du peuple dans la nécessité pressante de l'État ? Ils n'en ont pas d'autre que le vœu de pauvreté qu'ils ont fait.

Cependant l'abondance et le luxe règnent chez eux : l'indigence et la misère affligent le laboureur. Celui-ci est écrasé d'impôts, et ceux-là en sont exempts. Ce dernier est nécessaire à l'État, et de quelle utilité sont les premiers ? On peut en dire à peu près autant des chanoines. Quant au haut Clergé, on espère qu'il n'hésitera pas à se prêter aux circonstances.

4° Que les agriculteurs ne sont pas assez encouragés, et qu'au contraire, plus ils travaillent, plus on les accable d'impôts. En effet, qu'un laboureur soit un peu à son aise par son travail et son industrie, s'il se trouve quelque augmentation, c'est lui qui la supporte. Et c'est un vice de l'impôt de la taille, pour l'assiette de laquelle on ne nous donne aucune règle certaine, en sorte que la répartition en est pour ainsi dire arbitraire.

5° Que les frais de recouvrement de cet impôt sont fort à charge, et que les receveurs particuliers des finances les multiplient considérablement par le moyen des garnisons. Qu'on ne peut apporter trop d'attention à modérer ces frais, par ce qu'ils tombent ordinairement sur les plus malheureux, les gens un peu aisés s'en mettant à l'abri en ne restant pas en retard. Que, pour obvier à cet inconvénient, il faudrait que, lorsqu'une paroisse est en retard, les receveurs particuliers, dans le cas où les choses restent sur le pied où elles sont, en donnassent avis au syndic qui en prévendrait les collecteurs, et que ces derniers fussent autorisés à prendre dans le canton un huissier qui ne pourrait gagner plus de 40 sols par jour. Cet huissier pourrait faire en un jour le tour de certaines paroisses, au lieu qu'il n'en coûte jamais moins de quatre journées par la voie des garnisons, et souvent davantage.

6° Que le quart du principal de la taille qu'ils sont obligés de payer pour les corvées leur est fort à charge, tandis que le Clergé et la Noblesse, qui tirent le plus grand avantage de l'entretien des routes publiques, sont dispensés d'y contribuer. On convient que ces routes sont nécessaires pour la prospérité du royaume et au commerce. Mais qui est-ce qui en profite ? Ne sont-ce pas des seigneurs, tant ecclésiastiques que laïques, qui, par le moyen d'un débouché plus facile, ont augmenté considérablement leurs revenus et les fermes de leurs terres ? En sorte que le malheureux colon est obligé de travailler à la sueur de son front pour entretenir les routes et pour payer à son maître le prix de l'avantage que procure cet entretien.

7° Que le quart de la taille est plus que suffisant pour l'entretien des routes publiques. Que devient l'excédent ? Ne devrait-il pas au moins être employé à la réparation des chemins de traverse des villages et des bourgs de la campagne, qui, tandis qu'ils payent pour des routes dont ils ne tirent aucun avantage, ont chez eux des chemins impraticables, soit pour leur usage particulier, soit pour conduire leurs denrées aux marchés voisins ?

8° Que, l'impôt de la corvée étant un impôt personnel, la répartition qu'on en fait au marc la livre de la taille n'est pas juste en ce que les uns se trouvent payer trop et les autres trop peu ; que les veuves et les septuagénaires qui en étaient exempts, lorsqu'on y allait en personne, s'y trouvent astreints comme les autres, et que des particuliers qui sont imposés à la taille dans deux ou trois paroisses sont obligés de payer la corvée dans toutes ces paroisses, au lieu qu'ils ne devraient, suivant l'équité, la payer que dans celle de leur domicile. Il faudrait que la somme que doit payer chaque paroisse pour cet objet fût répartie, non pas au marc la livre de la taille, mais sur chacun des habitants à proportion de ses facultés, des hommes dont chaque ménage serait composé et des chevaux et autres bêtes de somme que chaque particulier aurait chez lui. Le plus court serait d'abolir tout à fait cet impôt et de prendre d'autres moyens pour l'entretien des routes.

9° Que l'impôt de la gabelle est un impôt insupportable : et qu'il est bien triste pour un malheureux, à qui ses facultés ne permettent que de manger une mauvaise soupe, d'être forcé de s'en priver parce qu'il est hors d'état de se procurer un peu de sel. N'est-il pas bien dur pour lui d'être obligé de se passer de cet objet presque de première nécessité, qu'on lui vend si cher et qui coûte si peu ? Il vaudrait bien mieux rendre le sel libre et vénal et supprimer ce grand nombre des fainéants qu'on entretient et qu'on paye pour garder les passages, pour faire chez les particuliers des recherches souvent injurieuses et pour traîner sans pitié de malheureux faux sauniers dans les prisons. Ce serait enrichir l'État en rendant à l'agriculture et au commerce des bras qui sont morts pour lui. Le Roi, en se réservant le débit du sel dans les salines et y mettant un léger impôt, en tirerait autant et peut-être plus qu'il n'en tire des fermiers généraux, et le peuple l'aurait à bien meilleur compte. On demande également la suppression des aides.

10° Que le tabac qu'on débite depuis un an dans les bureaux de la ferme est de la plus mauvaise qualité, et qu'il est bien fâcheux pour les malheureux de la campagne, qui y sont habitués et qui n'ont que cette ressource pour dissiper leurs ennuis et souvent pour charmer la faim, d'en être privés ou réduits à payer bien cher du tabac pourri et malsain ; et cela, parce que les fermiers généraux, ces sangsues du peuple, y trouvent leur profit. On ne se récrie point contre le prix du tabac, parce qu'il n'en est pas comme du sel et qu'on peut absolument s'en passer ; mais, au moins, il serait juste qu'en le payant cher, on ne fût pas forcé à prendre du tabac capable d'empoisonner ceux qui en usent.

11° Que le besoin momentanément de l'État a créé les charges de jurés priseurs sans consulter l'intérêt public. Que le peuple gémit sous les exactions de ces nouveaux traitants. Car enfin quelles sortes d'abus et de malversations les pourvus des emblables charges ne commettent-ils pas ? Rétention de deniers sous différents prétextes, oppositions, surpositions, quelquefois vraies, plus souvent mendieuses, pour se servir pendant ce temps de l'argent de la veuve et de l'orphelin, sont les moindres inconvénients qui en résultent. Le plus grand de tous est la gêne et les frais exorbitants que supportent les particuliers dans l'inventaire et la vente publique de leurs effets, dont le prix, dans plusieurs occasions, suffit à peine à l'avidité des jurés priseurs. Le peuple espère que l'ordre et le calme feront disparaître ce mal réel que les besoins pressants et le dérangement ont fait naître.

12° Que l'administration de la justice est devenue si dispendieuse et si tardive par les détours de la chicane et l'avidité des procureurs que, dans bien des occasions, il serait plus avantageux de laisser prendre son bien que de le réclamer en justice. Il faudrait une règle constante pour la durée des procès suivant leur genre, une taxe invariable et connue de tout le monde pour les procureurs, les huissiers et autres membres de la justice, et qu'on ne passât pas en taxe aux procureurs ces dossiers énormes, grossis d'écritures, dont le quart et souvent la moitié sont inutiles. Il faudrait encore que toutes les affaires, de quelque nature qu'elles soient, fussent portées devant le même juge, et qu'on supprime les juridictions des élections, des eaux et forêts et autres tribunaux d'exception.

13° Qu'il n'y a que ceux à qui leurs facultés ne permettent que d'acquérir de petits objets qui payent les droits de contrôle à la rigueur, tandis que ceux qui achètent de gros objets, passé dix mille livres, ne payent presque plus rien : et qu'il serait plus à propos que le droit de contrôle fût moins haut, et qu'on payât le même, à quelque prix que pût se monter l'acquisition. Qu'il est bien dur pour des copartageants héritiers de leurs père et mère de payer pour les partages d'un bien qui leur appartient si légitimement comme s'ils en faisaient l'acquisition.

14° Que les droits de francs-fiefs, auxquels sont assujettis les gens du Tiers état, sont si onéreux qu'aucun d'eux ne se soucie d'acquérir des fiefs, ce qui nuit beaucoup à la circulation des espèces dans le royaume. En effet, il est bien dur d'être obligé de payer tous les vingt ans une année de son revenu, et, outre cela, l'impôt exorbitant des 10 sols pour livre. Mais il est encore plus dur à un fils, dont le père qui aura payé hier ce droit venant à mourir aujourd'hui, d'être obligé lui-même de le payer encore demain. Si l'on ne veut pas affranchir les roturiers de ce droit, qu'on se contente donc au moins de l'exiger tous les vingt ans et en cas de vente seulement, et qu'on en retranche les 10 sols pour livre.

15° Disent qu'il serait à souhaiter qu'à la place de tous autres impôts on pût établir un impôt unique et territorial en argent ; parce que, cet impôt étant une fois établi et bien proportionné, les trois Ordres du royaume se trouveraient également suivant leurs facultés contribuer aux besoins de l'État. Les deniers provenant de cet impôt seraient levés dans chaque paroisse ou communauté par un ou deux collecteurs, qui les déposeraient entre les mains de chaque paroisse ou communauté, qui les enverrait directement en des termes fixés au trésor royal par la voie des messageries royales.

Par ce moyen, les receveurs des finances deviendraient inutiles dans les provinces, et l'argent qui reste entre leurs mains pour les frais de recette tournerait au profit du Roi et de l'État, et le peuple ne serait pas continuellement harcelé par ces receveurs pour leur payer des sommes qu'ils ne sont obligés de compter au trésor royal que six mois, quelquefois un an, après les avoir reçues.

16° Que, dans l'embaras où on est pour trouver les moyens de rétablir l'ordre dans les finances sans surcharger les peuples, il faudrait permettre le remboursement de toutes les rentes dues au Clergé, à condition que ce remboursement serait fait au trésor royal et que le Roi en payerait l'intérêt à ceux dont les rentes auraient été remboursées. Par ce moyen, le peuple, au lieu d'être surchargé, se trouverait au contraire soulagé d'un grand fardeau.

17° Enfin il faudrait supprimer les fermiers généraux. Car enfin ne vaudrait-il pas mieux que les sommes immenses qu'ils gagnent ou plutôt qu'ils extorquent fussent versées dans le trésor royal que dans les mains de ces avides traitants ? Le peuple aurait au moins la consolation de voir l'argent qu'il lui en coûte tourner au profit de l'État, au lieu qu'il a le chagrin de voir servir le prix de ses sueurs à enrichir la ferme générale et ses suppôts. On dira que dans les cas pressants on tire quelquefois d'eux des sommes considérables. On en convient. Mais qu'ils savent bien les retirer avec intérêt ! Ils obtiennent tantôt un nouveau droit sur tel ou tel objet, tantôt des deniers ou des sols pour livre multipliés ; et voilà leur avance remboursée au centuple. Il n'en coûte pour leur accorder ces droits qu'un trait de plume, mais que ce trait de plume coûte cher aux peuples !

Fait et arrêté le présent cahier à l'assemblée des gens du Tiers état de la paroisse de Buxeuil, tenue le dimanche 1^{er} mars 1789.